



Aff N°: 000000335283880001

N° chrono: 12

Date: 13/05/24

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Extension des bureaux dans une cour intérieure fermée à la M.A DIJON (21)

MAITRE D'OUVRAGE

DIRECTION INTERREGIONALE DES SCES PENITENTIAIRES DE
DIJON

72 A RUE D'AUXONNE
21033 DIJON CEDEX

Maître d'oeuvre

ECLOS ARCHITECTES

9 rue de Metz

21000 DIJON

France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON

BABINSKI CHRISTOPHE

4 RUE LOUIS DE BROGLIE

BP 37004

21070 DIJON CEDEX

PHASE DE REALISATIONAPAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON

BABINSKI CHRISTOPHE

4 RUE LOUIS DE BROGLIE

BP 37004

21070 DIJON CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	16/03/21	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	6
2	Aucun	04/07/22	Nouvelle rédaction du PGC : Actualisation des lots suivant le DCE	9
3	Aucun	13/05/24	Nouvelle rédaction du PGC : Mise à jour suivant les pièces du marché de 2024	12

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Éviter les risques,
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
2.3. DANGERS LIÉS À L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	18
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	19
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DÉCOULENT	21
3.1. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	21
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATÉRIELS - MESURES DESTINÉES À LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	24
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX	24
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ÉLIMINATION ou d'ÉVACUATION DES DÉCHETS ET DÉCOMBRES	25
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCÈS TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE PROVISOIRE	25
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	27
3.7. MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	28
4. INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	33
4.1. INTERFÉRENCES AVEC UN ÉTABLISSEMENT EN ACTIVITÉ SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	33
5. SECOURS ET ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	34
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	34
6. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	35

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	35
7. ANNEXES	37
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	37
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	41
7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	41
7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	41
7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	41
7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	41
7.7. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	42

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

Extension des bureaux dans une cour intérieure fermée à la M.A - DIJON (21)

Descriptif de l'opération :

Le projet consiste en la réalisation de l'extension des bureaux dans une cour fermée constitué d'une ossature bois et toiture terrasse, à usage de bureaux, de 185.00 m2 environ, sur deux niveaux.

La maison d'arrêt se situe au 72a, rue d'Auxonne - 21000 DIJON

Calendrier :

Date début des travaux : Novembre 2024

Durée totale des travaux : 8 mois

Planning - Phasage de l'opération :**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 5

Effectif pointe prévisible : 10

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché privé

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.

Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.



2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
227	<p>DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISÉES PUISSENT ACCÉDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Avant interv.
228	<p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Durée chantier
229	<p>Conditions d'accès des personnes autorisées</p> <p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p> <p><u>Transmettre au MOA au minimum deux semaines avant intervention:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les cartes nationales d'identité, • la liste de fourniture du matériel. <p>Le MOA peut interdire l'accès à un intervenant s'en devoir se justifier</p> <p>Le titulaire devra présenter à la Maîtrise d'Ouvrage, à la direction de la Maison d'arrêt et à la Maîtrise d'œuvre, huit jours avant ses travaux, ses notes méthodologiques d'intervention, les moyens humains et matériels mis en œuvre. L'établissement indiquera les modifications possibles en fonction de son organisation.</p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Au minimum deux semaines avant intervention

230	Informations des salariés Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
231	Liste nominative des intervenants Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
232	Identification des entreprises Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
233	Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes : <u>A la charge du prestataire de service</u> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier. <u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u> : - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
234	Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteurs de grue, poseurs de filets, monteurs d'échafaudage, etc.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
	Emploi de salariés détachés			

235	<p><u>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u> L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation; - désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation. <p><u>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage :</u> Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de cette déclaration; - une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment). <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p> <p>Sur les chantiers de 1ere catégorie, le maître d'ouvrage appose dans le local vestiaire une affiche traduite dans la langue des travailleurs détachés concernés, destinée à porter à leur connaissance les informations sur la réglementation qui leur est applicable tel que précisé à l'article L.1262-4 du code du travail.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
236	<p>Fournisseurs - Livreurs</p> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p>Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe.</p> <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.		Durée chantier

237 	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.</p> <p>Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire.</p> <p>L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention.</p> <p>Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
238 	<p>Horaires d'ouverture de chantier</p> <p>Les horaires de travaux sont imposés par l'établissement. Le titulaire ne pourra en aucun cas déroger à ces horaires. Sur avis de l'établissement, il sera possible d'effectuer des travaux en horaires décalés.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
239	<p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p>	Maître d'oeuvre TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Ph. préparation
240 	<p>CLOTURE DE CHANTIER</p> <p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p> <p>Caractéristiques générales</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

241	<p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...). d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p> <p>Fermetures des clôtures</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
242	<p>Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).</p> <p>Entretien des clôtures</p>	Toutes entrep.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
245	<p>Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...</p> <p>Fermetures provisoires du chantier</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
243	<p>Mettre en place des fermetures provisoires anti -intrusion en panneaux rigides anti vandalisme aux droits des ouvertures (portes et fenêtres).</p> <p>Mettre en place une (des) fermeture(s) provisoire(s) du chantier par un bloc porte métallique avec cylindre (remise des clés à tous les lots)</p> <p>Panneau de chantier</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
244	<p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES				
247	<p>Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).</p> <p>Branchements provisoires</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
248	<p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.</p> <p><u>Electricité</u></p>	ELECTRICITE CFO / CFA PLOMBERIE / SANITAIRE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

249	<p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier, • le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant). • les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remèdes aux déficiences constatées dans les rapports précités <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage, 2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement. 3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue(s) à tour) 4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement. 5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur. 6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation. 7. Un départ spécifique pour le lot ascenseur, s'il existe. 8. Un départ spécifique pour le façadier s'il existe. <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p><u>Branchement d'eau extérieur en pied des bâtiments</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Ph. préparation
250	<p>Mettre en place un point d'eau extérieur proche du bâtiment - (robinet avec une petite fosse de décantation).</p> <p>Ce point d'eau pourra servir à l'ensemble des corps d'état et particulièrement pour les travaux de façade et des chapes.</p> <p>Prévoir la mise hors gel du dispositif pendant les périodes hivernales (robinet d'arrêt et de purge).</p> <p>Aires de chantier</p> <p><u>Stockage, magasins</u></p>	PLOMBERIE / SANITAIRE	PLOMBERIE / SANITAIRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


251	<p>Réaliser une ou plusieurs aires afin de faciliter l'implantation des magasins et le stockage des matériels, en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairées.</p> <p>Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.</p> <p><u>Stationnement engins de chantier</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
252	<p>Réaliser une aire pour le stationnement des engins de chantier, au sol imperméable et équipé d'un système de recueil, de traitement et d'évacuation des eaux pluviales.</p> <p><u>Aire de nettoyage des toupies béton</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
253	<p>Réaliser et entretenir autant que de besoin un dispositif pour le nettoyage des toupies constitué d'une fosse garnie d'une couche de matériaux filtrants entre deux membranes constituées d'un géo-textile.</p> <p>Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier</p> <p><u>A l'extérieur du chantier</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
254	<p>Les véhicules personnels ainsi que les véhicules de chantier stationneront à l'extérieur du chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
Branchements				
255	<p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p>Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.</p> <p>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds.</p> <p>Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.</p> <p>Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers.</p> <p>Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</p> <p>Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).</p> <p><u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier

256	<p>La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé. Ils seront suspendus ou sur pieds. Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. <p>En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 ml du point de raccordement. La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.</p> <p><u>Eclairage des circulations</u></p>	ELECTRICITE CFO / CFA	ELECTRICITE CFO / CFA	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
257	<p>Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	ELECTRICITE CFO / CFA	ELECTRICITE CFO / CFA	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
258	<p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
259	<p>ZONE DE CANTONNEMENT</p> <p>Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
260	<p>Montage, démontage des installations du cantonnement</p> <p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier, - prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement, - différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...), - prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée. <p>Gestion de cantonnement - Base vie</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier

261	<p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p> <p>Installations communes de vie collective</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
262	<p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p><u>Vestiaires</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
263	<p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p><u>Réfectoire</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
264	<p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
265	<p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
266	<p> Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p> <p><u>Lavabos</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
267	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos alimentés en eau potable, et à température réglable, à raison d'un lavabo pour dix travailleurs au plus (R4228-7 du Code du travail).</p> <p><u>Douches</u></p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
268	<p>Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches sont mises à la disposition des travailleurs (R4228-8 du Code du Travail).</p> <p>Bureaux de chantier</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
269	<p>Mettre à disposition des bureaux en nombre et capacité conformes aux prescriptions du marché, équipés du mobilier nécessaire, correctement chauffés, éclairés et aérés conformément aux règles qui leurs sont applicables. Prévoir un nettoyage régulier.</p> <p>Salle de réunion</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier

270	<p>Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans.</p> <p>Prévoir un nettoyage régulier.</p> <p>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
271	<p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement.</p> <p>Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.</p> <p>Evolution de la zone de cantonnement en cours de chantier</p>	Compte prorata	TERRASSEMENT / VRD / GROS OEUVRE	Durée chantier
272	<p>Pour le dimensionnement des installations du cantonnement il sera tenu compte de l'évolution des effectifs présents sur le chantier.</p> <p>Les installations évolueront en fonction de l'effectif (décision prise en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le coordonnateur SPS).</p> <p>Le déplacement du cantonnement pourra être nécessaire en fonction du phasage des différentes opérations (évolution dans le temps, travaux d'aménagements extérieurs etc.).</p> <p>Le positionnement exact sera défini d'un commun accord entre le Maître d'Oeuvre et le coordonnateur SPS.</p> <p>Le ou les plans d'installations devront être approuvés avant toute intervention.</p> <p>Le titulaire du lot sera chargé de son exécution y compris les frais de transport afférents.</p> <p>Absence d'infirmerie</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Coord.SPS Maître d'oeuvre	Durée chantier
273	<p>Compte-tenu des effectifs prévisibles et du lieu d'intervention, il n'est pas prévu d'infirmerie sur le chantier.</p> <p>Prévoir les moyens nécessaires en matière de Sauveteurs Secouristes du Travail et moyens de premiers secours.</p> <p>Consommables</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
274	<p>Le titulaire du lot mettra à disposition des travailleurs les fournitures consommables nécessaires à leur hygiène en quantité suffisante (papiers toilettes, savons, essuie-mains, balayettes, produits d'entretien etc.).</p> <p>Les sanitaires, réfectoires et vestiaires seront également équipés de balais, éponges, pelles et produit d'entretien.</p>	Compte prorata	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
275	<p>NETTOYAGE DU CHANTIER</p> <p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p>	Toutes entrep.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier




2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
276 	SOL ET SOUS-SOL Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
277	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT D.T. Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr . Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé. Communiquer au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux D.I.C.T.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
278	Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
279	<u>Marquage - piquetage</u> Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux. Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage – piquetage de l'ensemble des réseaux.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Avant interv.
280	DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION Les 4 domaines de tension sont : <u>Pour l'alternatif :</u> - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts - HTB > 50 000 Volts <u>Pour le continu :</u> - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts	Toutes entrep.		Durée chantier
	DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE			

281	<p>Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension:</p> <ul style="list-style-type: none"> DLI : distance limite d'investigation (établie à 50 m) DLVS : distance limite de voisinage simple (3 m < à 50 000 volts - 5 m > 50 000 Volts) DLVR : distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension) DMA : distance minimale d'approche (en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir) DLAP : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation) 	Toutes entrep.		Durée chantier
282	<p>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION</p> <p><u>Zone 0 (DLI)</u> : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque.</p> <p><u>Zone 1 (DLVS)</u> : zone de voisinage simple d'accès réservée aux personnels habilités au domaine de tension de la zone</p> <p><u>Zone 2 (DLVR)</u> : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT</p> <p><u>Zone 3 (DMA)</u> : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension</p> <p><u>Zone 4 (DMA)</u> : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
283	<p>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES</p> <p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informeront auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p> <p><u>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 3 m pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif) 5 m pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif) 1,50 m pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement. 	ELECTRICITE CFO / CFA STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	ELECTRICITE CFO / CFA STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
284	<p>RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES</p> <p>Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p>	ELECTRICITE CFO / CFA TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
----	--	----------------	---------------------------	--------

285 	AMIANTE Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires Faire procéder aux repérages des matériaux contenant de l'amiante avant tout début d'intervention d'entreprises. Communiquer les rapports de repérage aux entreprises, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
286 	AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LES ENROBES Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque les enrobés renferment des matériaux contenant de l'amiante (MCA) et/ou des HAP : <u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u> <ul style="list-style-type: none"> • effectuer un diagnostic historique de la chaussée (utilisation du guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux) et en cas de doute effectuer des prélèvements par carottages et analyses HAP éventuelles. • communiquer tous les documents relatifs aux prélèvements effectués et analyses HAP au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS. • choisir des entreprises certifiées pour les différents types de travaux à effectuer (travaux sous section 3). • récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA). <u>Maître d'œuvre – OPC :</u> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la bonne transmission des documents « amiante et/ou HAP » aux entreprises, et la cohérence des prélèvements et analyses réalisés par rapport aux travaux. • notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux sous section 3). • tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (travaux sous section 4). • interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres. <u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de l'exhaustivité des prélèvements et analyses HAP avant travaux et de leur cohérence par rapport aux travaux. • élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de retrait (travaux sous section 3), ou des modes opératoires (interventions sous section 4). • former ses salariés. • évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations. • respecter les règles techniques liées à ses travaux. • conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art. 	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
287 	PLOMB Diagnostic Repérage avant travaux Aucune recherche de plomb avant travaux n'a été effectuée par le Maître d'ouvrage. Faire réaliser les repérages de plomb dans les ouvrages avant le début des travaux et transmettre les rapports au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS. Aucun démarrage de travaux ne pourra intervenir avant l'obtention des informations relatives à la présence ou non de plomb.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
288 	CIRCULATION DES ENGINS ET VÉHICULES La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 .	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
289	CIRCULATION DES ENGINS, VÉHICULES ET PIETONS DANS UN SITE EN EXPLOITATION Les itinéraires et les règles de circulation des véhicules, des engins, des piétons, sur le site en exploitation seront précisés en concertation avec le responsable du site. Le responsable de chaque entreprise informera son personnel des dispositions arrêtées.	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
290	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Fouilles - Tranchées Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
291	Toiture terrasse Les déplacements en toiture se feront dès que les protections collectives provisoires seront installées , à l'avancement, pendant toute la durée du chantier par le lot Gros OEuvre, puis par le lot Etanchéité. Ces équipements seront conservés pour les lots techniques et jusqu'à la réception des travaux en toiture, par le Maître d'œuvre , ses bureaux d'études associés ainsi que le Contrôleur technique. En aucun cas les contraintes d'étanchéité des rives (pose des couvertines) ne devront interférer dans le maintien de ces protections collectives.	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Durée chantier
	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES			

292	<p>Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.</p> <p>Escaliers provisoires - Tours escaliers</p>	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
293	<p>Mettre en place des escaliers provisoires à l'avancement des travaux, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier. Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.</p> <p>Echafaudage commun</p>	Maître d'oeuvre STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
294	<p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .</p> <p>Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> accès interdit, échafaudage en cours de montage puis accès interdit aux personnes non autorisées <p>Vérifications réglementaires : généralités</p>	Entrep. concernée STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

295	<p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE : examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES : - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation).</p> <p>Vérifications journalières</p>	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
296	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Durée chantier
297	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</p> <p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
298	<p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin. 	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE			
299	Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
300	Nature et tenue du sol Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances (rail, roche émergente, ...). Éviter les zones d'écoulement d'eau pluviale, en cas de nécessité, déviez-en le cours.	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES			
301	Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
302	Déchargement Prévoir les moyens de déchargements mécaniques en privilégiant l'utilisation de la grue de chantier pendant sa présence sur le site, puis par des moyens mécaniques adaptés aux besoins et aux contraintes du chantier, en fonction d'une étude d'adéquation qui sera jointe au PPSPS (chariot élévateur, grue mobile, grue auxiliaire).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	APPROVISIONNEMENTS			

303	<p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p>	Toutes entrep.	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
304	<p>STOCKAGES</p> <p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
305 	<p>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
306	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
307	UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES			

308	<p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, un défaut, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	ELECTRICITE CFO / CFA TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
-----	--	--	--	------------------------------------

3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
309	<p>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
310	<p>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de mise à disposition les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... <p>Utilisation de la grue</p>	Toutes entrep.		Durée chantier


311	<p>Etablir une convention de mise à disposition de cet équipement, mentionnant, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de mise à disposition - la durée du prêt - les consignes de mise en oeuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter - les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt - les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir - tout document utile à la mise en oeuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... 	Entrep. concernée STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Durée chantier
-----	---	--	---	----------------


3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
312	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING			

313	La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
314	PORT DES E.P.I. Port des EPI lors de travaux particuliers Lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, utiliser des protections individuelles, choisies en fonction de votre analyse préalable de risques .	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
319	RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR). L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants. Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone. Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.	Maître d'ouvrage TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
320	Formation autorisation Au 1er janvier 2018 , les encadrants, les chefs de chantier et les conducteurs d'engins doivent disposer d'autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) délivrées par leur employeur.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée interv.
315	RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle : <ul style="list-style-type: none"> de terre rapportée sur la zone de ses travaux de réseaux ou canalisations enterrés des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille. Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements. Moyens d'évacuation rapide	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



316	Mettre en place un moyen d'évacuation rapide permettant aux intervenants d'évacuer la fouille en cas de nécessité (échelle ou moyen équivalent)	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
317	Moyens de franchissement : piétons - véhicules Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur. Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée interv.
318	Moyens de protection contre les chutes dans la fouille Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée interv.
321	RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Durée chantier
322	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
323	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires. Consignes d'utilisation des PEMP	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

324	 <p>Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. - Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition. - Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement - Le port du harnais de sécurité est obligatoire lors de l'utilisation de la nacelle suivant la notice du constructeur 	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Durée interv.
325	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation. 	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
326	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
327	<p>Préparation du sol</p> <p>Faire effectuer le nivelage et le compactage du sol avant de commencer le montage de l'échafaudage.</p>	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
328	<p>Ancrages</p> <p>Mettre en place les ancrages et amarrages, suivant notice ou plan de montage</p> <p>Panneau d'identification</p>	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Durée chantier

329	Mettre en place le panneau réglementaire de réception	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
330 	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
331	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
332 	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
246 	Cloisonnement Mise en œuvre d'un sas de protection (sécurité et anti poussière), installer au rdc et 1er étage, selon les consignes de la MOA. Pose de cloisons bois avec polyane, compris porte accès avec serrure.	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durant les travaux existants au rdc et R+1

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES




5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
333	<p>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</p> <p>Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
334	<p>Liste des SST</p> <p>Fournir la liste des SST de votre entreprise, présents sur le chantier. Si vous n'en disposez pas, former du personnel affecté au chantier.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
335	<p>Trousse des premiers soins</p> <p>Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
336	<p>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</p> <p><u>Art. L. 4121-5.</u> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. <p>Sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
337	<p>Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.</p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Trois semaines avant intervention
338	<p>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</p> <p>Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
339	<p>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</p> <p>Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'oeuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prenom.nom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
340	<p>PPSPS</p> <p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS. Remise du PPSPS au coordonnateur</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.

341 	Chaque entreprise prépare un projet de PPSPS qu'elle présentera lors de l'inspection commune avant démarrage de l'intervention. RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut de PPSPS (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros) PPSPS des sous-traitants	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Lors de l'inspection commune
342 	Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
343 	INSPECTION COMMUNE Demande d'inspection commune avant démarrage travaux Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention , pour effectuer l'inspection commune. Pour les inspections communes avec les sous-traitants, le MOA ou le MOE devra valider la déclaration de sous-traitance et le faire savoir par écrit au CSPS , afin que celui-ci puisse réaliser l'inspection commune RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut d'IC (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros)	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Deux semaines avant intervention

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	DIRECTION INTERREGIONALE DES SCES PENITENTIAIRES DE DIJON 72 A RUE D'AUXONNE 21033 DIJON CEDEX France		0380725000 0380672055
Maître d'ouvrage personne physique	DIRECTION INTERREGIONALE DES SCES PENITENTIAIRES DE DIJON 72 A RUE D'AUXONNE 21033 DIJON CEDEX France	M. BARRAULT Ludovic	0380725000 0609428016 0380672055 ludovic.barrault@justice.fr
Maître d'oeuvre	ECLOS ARCHITECTES 9 rue de Metz 21000 DIJON France	M. JACQUOT	0623242195 n.jacquot@eclos-architectes.com
Contrôleur technique de construction	APAVE SUDEUROPE 4, rue Louis de Broglie BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	Mme CHARTY Mouna	0380787450 0761218928 0380787459 mouna.charty@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON 4 RUE LOUIS DE BROGLIE BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. BABINSKI CHRISTOPHE	0380787462 0609964348 0380787459 christophe.babinski@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON 4 RUE LOUIS DE BROGLIE BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. BABINSKI CHRISTOPHE	0380787462 0609964348 0380787459 christophe.babinski@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE BOURGOGNE 21 Boulevard Voltaire BP 81110 21011 DIJON CEDEX France		0380457500 bourg-ut21.uc1@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT BOURGOGNE ET FRANCHE-COMTÉ 46 Rue Elsa Triolet 21044 DIJON CEDEX France		0971103679 prevention@carsat-bfc.fr
OPPBTP	OPPBTP BOURGOGNE FRANCHE-COMTE Service Prévention AT 6 rue Saint John Perse 21000 DIJON France		0380789520 0380789524 bourgognefranchecomte@oppbtp

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7 .1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	TERRASSEMENT / VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
02	STRUCTURE BOIS / MENUISERIES EXT / ETANCHEITE	<i>Non désigné</i>							
03	CLOISONS / DOUBLAGES / MENUISERIES INT. / PEINTURE	<i>Non désigné</i>							
06	REVETEMENTS DE SOLS / FAIENCES	<i>Non désigné</i>							
07	SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
08	CHAUFFAGE / VENTILATION / CLIMATISATION	<i>Non désigné</i>							
09	PLOMBERIE / SANITAIRE	<i>Non désigné</i>							
10	ELECTRICITE CFO / CFA	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Attention : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'ouvrage et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Attention : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'ouvrage et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

7.7. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES**Fichier(s) en annexe**

6-outil-scalp-et-metah

Document Harmonisé des Organisations de Livraisons _DHOL_

.1.2. organismes de préventions institutionnels

Indice	Date	Objet des mises à jour	Nom du C. SPS APAVE	☎
01	04/07/2022	Rédaction initiale - DHOL joint au PGC	BABINSKI Christophe	06 09 96 43 48

Partie à renseigner par le Coordonnateur SPS			
Adresse du chantier	72a, rue d'Auxonne – 21000 DIJON	Coordonnées GPS	
Contraintes horaires de livraison	Suivant recommandation du MOA et le chef d'établissement	Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS	Suivant le moyen de levage
Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...)	Respecter les consignes de l'établissement	Quai de chargement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise					
Nom de l'entreprise			Adresse		
Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons			Coordonnées du réceptionnaire	☎	
Caractéristiques admissibles du véhicule sur le chantier	Gabarit :	PTAC :		Autres caractéristiques :	
Présence d'un chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Distance max zone déchargement / axe camion (en mètre) :	D max = m	Hauteur max zone déchargement (en mètre) :	H max = m
Présence de recettes à matériaux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Charge utile sur les recettes à matériaux :			
Présence de réseaux aériens dans un rayon de 50 m	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :
Présence de réseaux souterrains	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue de chargement (grue auxiliaire)				
	<input type="checkbox"/> Appareil de levage propre au chantier				
	<input type="checkbox"/> Appareil à charge du fournisseur			Type :	
Signallement de co activités prévisibles le jour de la livraison	Description :				

Mesures de prévention :

Plan d'installation de chantier

- Consignes de sécurité :
 - Consignes d'accès, de circulation et de stationnement sur le chantier
 - Consigne « conduite à tenir en cas d'accident – Appel des secours »



Guide pour la mise en commun des moyens Travaux en hauteur Circulation – Manutention

Aide à la rédaction des pièces écrites





1. **ANTICIPER**, prévoir l'imprévisible
2. **ORGANISER**, ce qui ne l'est pas ...
3. **FONCTIONNER** EN MODE COLLECTIF

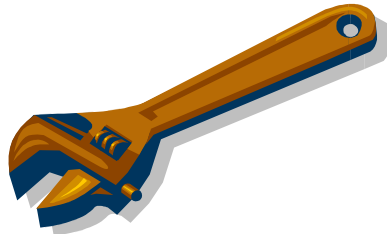


**AMELIORER la sécurité
et l'organisation des chantiers**

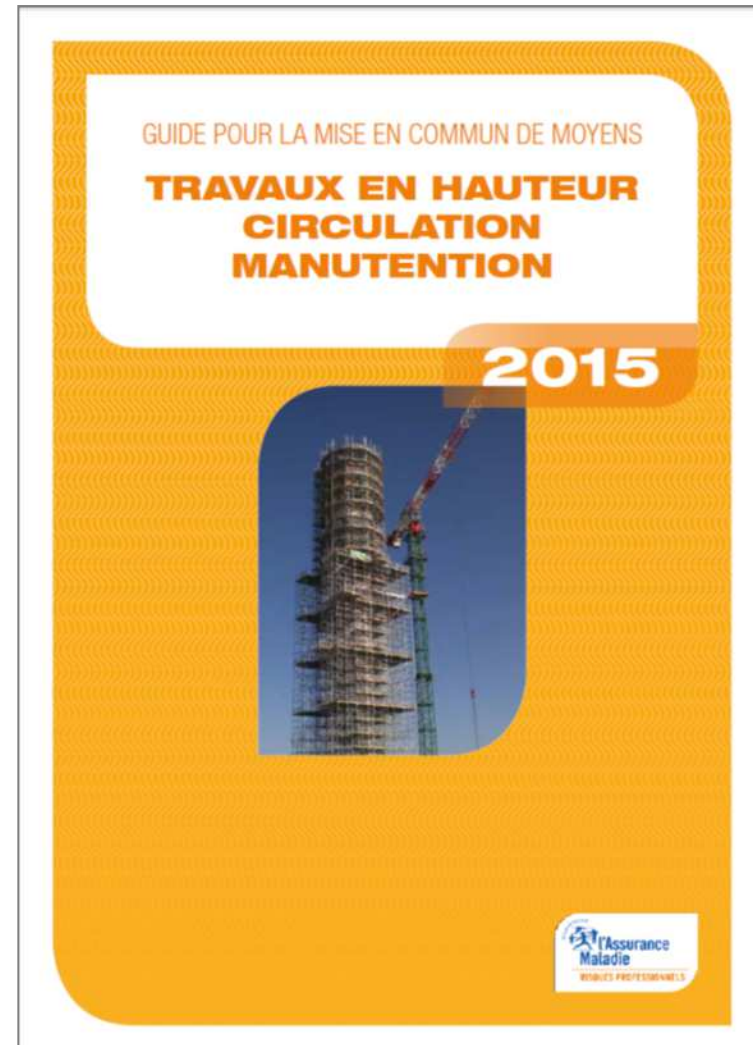


AMELIORER la rentabilité de votre projet

Guide pour la mise en commun des moyens



- UN GUIDE pour aider à améliorer la maîtrise des risques liés aux chutes et à la manutention
- UN GUIDE à disposition des MOA
- UN GUIDE à promouvoir dans les contrats avec les Moe et les CSPS
- UN GUIDE conforme à la Loi MOP et Décret du 26/12/94





- Définition de prestations spécifiques :

SCALP : **S**écurisation des **C**irculations, des **A**ccès et **L**ivraison à **P**ied d'œuvre

METAH : **M**utualisation des **E**quipements de **T**ravail et d'**A**ccès en **H**auteur



OBJECTIF :

Mettre à disposition de **tous** les corps d'état pendant **toute la durée** du chantier des **moyens communs** de prévention

Intégrer dès **la conception ces prestations** SCALP et METAH

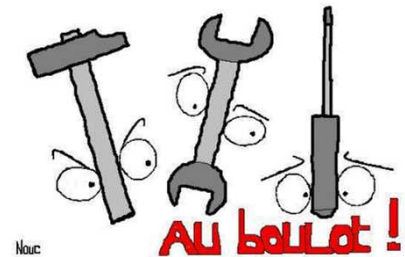
Contractuellement exigibles
=
***dispositions applicables et opposables
aux entreprises***



NATURE DES DISPOSITIONS TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES

Plan d'Installation Chantier	Logistique de chantier	Protection collective contre les chutes
<ul style="list-style-type: none">• Aires de stationnement• Aires de cantonnement• Aires de livraison et stockage de l'approvisionnement• Aires de livraison du béton• Aires de préfabrication• Aires de manœuvre des moyens de levage• Eclairage artificiel• Voiries et réseaux divers du chantier<ul style="list-style-type: none">- Voies de circulation des véhicules, des engins et des piétons- Réseaux secs et humides	<ul style="list-style-type: none">• Gestion et planification des livraisons• Mutualisation, gestion, maintenance et mise en service des moyens d'approvisionnement des matériaux et d'élévation du personnel (moyens de levage principaux, lift, recette, ascenseur...)• Collecte et évacuation des déchets de chantier• Nettoyage de la base vie• Gardiennage et trafic	<ul style="list-style-type: none">• Equipements mis en commun pour :<ul style="list-style-type: none">- Accès provisoires ou définitifs aux postes de travail- Travaux en hauteur

Un guide = une boîte à outils

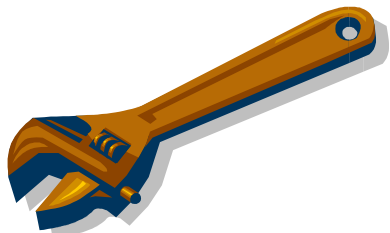


- ORGANIGRAMME DES ETAPES EN AMONT DE LA DEFINITION des PRESTATIONS
- PLANNIFICATION DES ELEMENTS A PRESENTER DANS LE DCE
- TABLEAU DE RECENSEMENT DES BESOINS SCALP
- TABLEAU DE RECENSEMENT DES BESOINS METAH
- GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES
- ...



RENSEIGNEMENTS GENERAUX

• Configuration de l'ouvrage et du site :



En annexe IV du Guide :
*Les contraintes et formalités
du site*

Annexe IV : Contraintes et formalités liées à la configuration du site et à son exploitation

1. Les autorisations administratives et demandes préalables à charge de l'entreprise

Exemples :

- Emprise sur domaine public (voies de circulation)
- Aéroport, école, hôpital à proximité
- Coupure de ligne électrique
- Signalisation de chantier en accord avec les services techniques
- Transport exceptionnel
- Servitudes, droit de passage ou d'usage
- Mitoyenneté
- DICT auprès des concessionnaires (déclaration d'intention de commencement de travaux)

2. Les exigences et contraintes environnementales à respecter (bruit, pollution des sols, déchets...)

3. La liste des éventuels chantiers ou activités substantielles à proximité du site

4. Les conditions et contraintes d'accès, de circulations des véhicules, des engins et des salariés des entreprises intervenantes :

- Règles de stationnement et heures de livraison autorisées
- Zones de livraison, de stockage et parkings mis à disposition
- Contraintes d'utilisation des engins (espace disponible pour leurs évolutions, accès réduits, place limitée, présence de réseaux...)
- Plans d'installation de chantier
- Zone au sol disponible pour le montage des équipements

5. Les charges climatiques locales (vent, effets de site...)

6. Les exigences particulières liées aux travaux en site occupé :

- Eclairage, signalisation, balisage
- Dispositifs de protection des usagers
- Auvents de protection des accès
- Protections souples des montants d'échafaudage
- Clôture, séparation
- Passerelles de franchissement des tranchées
- Zones et lieux de passage réservés aux usagers et aux entreprises

7. Les plans de positionnement des réseaux aériens et sous terrain

8. Les plans de repérage des ouvrages sous terrain (caves, cuves et conduites enterrées, tunnels, puits...)

9. La nature, la composition et la résistance du sol (études géotechniques)

DETERMINATION DES MOYENS COMMUNS



ANALYSES DES BESOINS



METAH

En annexe I du Guide :
*Un descriptif des prestations
METAH*

Exemple de tableau de recensement des besoins pour la prestation « MétaH » à remplir par le MOE avec l'aide du CSPS :

Détermination des besoins METAH				
LOTS	Description des tâches à réaliser	Besoins estimés pour les travaux et accès en hauteur		
		Localisation des travaux	Exécution des travaux	Accès aux postes de travail
CLOS ET COUVERT				
Gros-œuvre				
Charpente				
Couverture, zinguerie				
Etanchéité				
Revêtements de façades				
Menuiseries extérieures				
CORPS D'ETAT SECONDAIRES				
Menuiseries intérieures				
Plâtrerie, Isolation				
Revêtements de sol et murs				
Agencements, mobilier				
Métallerie feronnerie				
CORPS D'ETAT TECHNIQUES				
Electricité courant fort				
Electricité courant faible				
Génie climatique				
Plomberie sanitaires				
Ascenseurs, élévateurs				
Stores et fermetures				
Equipements spécialisés				

DETERMINATION DES MOYENS COMMUNS



ANALYSES DES BESOINS



SCALP

En annexe II du Guide :
*Un descriptif des prestations
SCALP*
*Un exemple d'élévateur de
chantier*
*Un modèle de protocole
« ascenseur anticipé »*

Exemple de tableau de recensement des besoins pour la prestation « SCALP » à remplir par le MOE avec l'aide du CSPS :

Détermination des besoins SCALP					
LOTS	Description des tâches à réaliser	Besoins estimés pour la manutention des matériels, équipements, matériaux et l'élévation des personnes			
		Levage vertical		Transport horizontal livraison des matériaux à pied d'œuvre	Evacuation des déchets
		Approvisionnement des matériaux	Elévation des personnes		
CLOS ET COUVERT					
Gros-œuvre					
Charpente					
Couverture, zinguerie					
Etanchéité					
Revêtements de façades					
Menuiseries extérieures					
CORPS D'ETAT SECONDAIRES					
Menuiseries intérieures					
Pâtrerie, isolation					
Revêtements de sol et murs					
Agencements, mobilier					
Métallerie ferronnerie					
CORPS D'ETAT TECHNIQUES					
Electricité courant fort					
Electricité courant faible					
Génie climatique					
Plomberie sanitaires					
Ascenseurs, élévateurs					
Stores et fermetures					
Equipements spécialisés					



Répartition des prestations mutualisées de chantier :

Les entreprises **adapteront leur offre** en tenant compte des prestations communes affectées aux entreprises titulaires du (des) lot(s) concerné(s)

Règlement de consultation en cas appel d'offres :

Exiger un devis quantitatif estimatif détaillé en **fournissant un cadre** aux candidats.

Le DQE permettra de comparer les offres



Mémoire technique

Exiger un **mémoire technique**, rendu contractuel et indiqué comme tel dans le CCAP

A titre indicatif, le plan du mémoire pourrait être le suivant :

- les moyens humains affectés à la prestation ou aux travaux : organigramme de l'équipe, curriculum vitae...
- les moyens matériels affectés à la prestation ou aux travaux
- les dispositions prises par l'entreprise pour respecter les exigences du DCE
- la méthodologie de mise en œuvre
- le descriptif de la solution technique
- les fiches techniques
- les plans de principe
- la gestion de la maintenance ou du service après-vente
- le planning prévisionnel
- la description des options et des variantes éventuelles

CRITERES DE DESIGNATION DES ENTREPRISES



EXEMPLE POUR UNE OPÉRATION FICTIVE GRILLE D'ÉVALUATION METAH ET SCALP LOT GROS OEUVRE - ENTREPRISE SABAT



Opération : sci abc	Maitre d'ouvrage : immo390	Maitre d'œuvre : BET	CSPS : RZT
---------------------	----------------------------	----------------------	------------

Opération de catégorie 2

12 janvier 2015	0	Grille d'analyse AO	24 novembre 2014 et 11 janvier 2015	BET
Date d'établissement ou de modification	Indice version	Objet de la version ou de la mise à jour	Date de réunions de concertation MOE avec le CSPS	MOE Rédacteur

METAH lot GO - Entreprise SABAT

Critères essentiels d'évaluation de l'offre	Mesures d'organisation générales du chantier arrêtées par le maitre d'œuvre en concertation avec le CSPS	Entreprise chargée de la mesure	L'entreprise SABAT répond-elle aux mesures définies dans les pièces écrites ? Oui/Non	Autres propositions de l'entreprise Oui/Non	Commentaires MOE/CSPS (OK/refus)	Décision MOA
Mutualisation les protections collectives	Protections collectives des baies/trémies : garde-corps mis et maintenus en place pendant toute les phases de GO et des CES	GO	Oui	Non	OK	
	Protections collectives des baies/trémies : contrôles / entretien des garde-corps	GO	Non	Non	Refus	
	Convention interentreprises de mutualisation des protections collectives par d'autres entreprises (indiquant notamment la mise en place d'une protection collective équivalente ...)	GO et autres entreprises	Oui	Non	OK	



Votre Rôle en tant Coordo-SPS

Promouvoir auprès des MOA les prestations (ou lots) METAH et SCALP



ALERTE INFO

Faire intégrer les clauses METAH et SCALP par le Moe dans les pièces écrites décrites dans le PGC

Rédiger en collaboration avec la Moe **une grille d'évaluation** pour chaque lot en vue de l'analyse des offres.

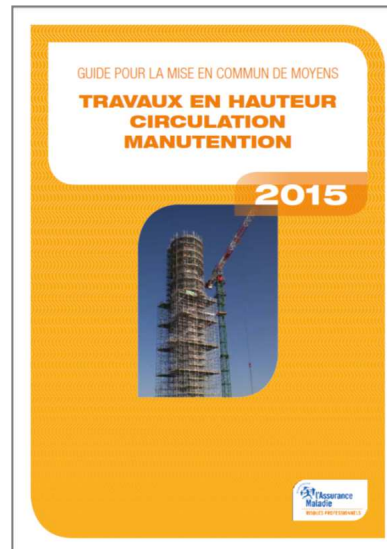
Rédiger en collaboration avec le Moe **les critères spécifiques METAH et SCALP** d'évaluation des offres des entreprises



Guide pour la mise en commun des moyens

Travaux en hauteur

Circulation – Manutention



A télécharger sur : ameli.fr – Employeur – Prévention - BTP

http://www.ameli.fr/fileadmin/user_upload/documents/GuideBTP_TravauxHauteur_Circulation_Manutention.pdf